



Education et démocratie

A chacun sa nouveauté ; après avoir connu la nouvelle vague, le nouveau roman, nous avons eu droit aux nouveaux philosophes, aux nouveaux économistes et maintenant voici une « nouvelle droite » qui m'incite à parler d'elle à cause de la place qu'elle accorde aux problèmes d'éducation en matière de politique.

Ce ne sera une surprise pour personne que nous ne partagions aucun des principes de la nouvelle droite bien qu'elle s'exprime dans une revue titrée « *Nouvelle Ecole* » à ne pas confondre avec le courant de l'« école nouvelle » (on savait déjà que la place d'un adjectif dans une phrase peut en modifier profondément la signification : entre « un étranger (1) sale » et « un sale étranger », il y a plus qu'une nuance).

Encore n'est-il sans doute pas inutile de discuter sur le fond de telles conceptions.

D'abord du fait que les problèmes d'éducation sont rarement, en politique, traités autrement qu'en termes de moyens budgétaires. Par exemple, nous avons vivement regretté et critiqué l'absence de l'éducation dans le débat politique en 1978. Tout au plus, la majorité rabâchait-elle ses hantises de politisation à l'école et la gauche sa critique des subsides à l'enseignement privé ; mais le fond du débat éducatif n'est jamais apparu au cours de la campagne des législatives.

A lire les déclarations d'intention en matière d'éducation, on pourrait croire à un large consensus national pour donner à chaque enfant les meilleures chances. Au niveau des réalités, par contre, l'action ministérielle n'a jamais paru aussi négative depuis la Libération. Quant aux enseignants — qui en majorité votent à gauche — nous aimerions être sûrs que, par-delà des réactions de type poujadiste, certains ne partagent pas en secret les idées développées cyniquement par la nouvelle droite.

Ces idées, quelles sont-elles ?

- Tout d'abord l'importance accordée à la SCIENCE. Pas n'importe laquelle, bien sûr ! Il suffit que des travaux « de haut niveau universitaire » corroborent les hypothèses politiques pour qu'il faille s'incliner aveuglément devant leurs conclusions. Si par contre ils vont en sens opposé, il ne s'agit que d'affirmations discutables, d'utopies ridicules, voire de recherches manipulées par « l'idéologie marxiste ». C'est en somme l'affaire Lyssenko à l'envers : peu importe que Cyril Burt (2) ait falsifié ou, dans le meilleur des cas, mal transcrit ses résultats, les conclusions qu'on tire de ses travaux sont définitives et sans appel. Là se trouve la vérité objective, tout le reste n'est pour la nouvelle droite que bavardages inconséquents.

- Les « savants » qu'on nous cite « démontrent » que le Q.I. est un instrument de mesure absolument rigoureux ; que l'intelligence et la plupart des aptitudes sont très largement héritées génétiquement alors que l'environnement n'a qu'un rôle négligeable ; que les races (3) sont héréditairement inégales au plan intellectuel.

(1) Les fantasmes xénophobes étant très variés, je préfère laisser au lecteur le soin de choisir la nationalité.

(2) Universitaire anglais qui a publié une étude sur les corrélations de Q.I. entre vrais et faux jumeaux dont les résultats sont mathématiquement impossibles, ce qui n'empêche pas qu'elle soit la référence principale en matière d'héréditarisme de l'intelligence.

(3) A nous, Européens, cela rappelle des souvenirs, mais détrompez-vous, les auteurs étant anglo-saxons, leur racisme est plutôt anti-nègre qu'anti-juif. Il ne s'agit plus de la solution finale mais de la ségrégation ; pourtant la philosophie reste la même.

- La nouvelle droite en déduit qu'il faut respecter les lois «naturelles» de sélection et reconnaître le droit des élites à prendre les pouvoirs qui leur reviennent, sans se choquer d'une certaine reproduction sociale et sans leur opposer l'utopie égalitaire.
- Le tout se double d'attaques contre le pouvoir actuel et contre la religion chrétienne trop laxistes pour ces tenants d'un ordre nouveau. Cela ne devrait pourtant abuser personne.

Pour ce qui est du pouvoir, s'il est utile d'avoir quelqu'un sur sa droite quand on veut «gouverner au centre», rien ne différencie fondamentalement la nouvelle droite du libéralisme économique si bien en cour. Il suffit de remplacer «individus» par «entreprises» pour reconnaître dans les idées sur la sélection naturelle, les discours de MM. Fourcade (l'ex-pouffendeur des «canards boîteux»), Barre ou Monory en matière d'économie et d'emploi.

Nous qui utilisons le mot «naturel» en parlant d'éducation, ne pourrions faire l'économie d'une réflexion et d'un débat sur la ligne de faille qui nous sépare radicalement de ces nouveaux adeptes du pseudo-naturel en matière de sélection.

Pour amorcer ce débat, je voudrais dire dès à présent en quelques mots que, pour moi, respecter la nature en éducation, c'est adopter une vision biologique et sociale des problèmes éducatifs en rejetant la mentalité physicienne qui a longtemps cru pouvoir les cloisonner (les disciplines scolaires, les programmes, les notes, les moyennes sont un héritage pesant de cette mentalité). C'est reconnaître la globalité, l'unicité de chaque être en interaction constante avec son milieu.

Par contre la soumission mystique à l'animalité en l'homme (voir l'utilisation politique des éthologues comme Lorenz), l'exaltation de la loi du plus fort, des rapports dominant-dominé, de la sélection naturelle, tout cela porte un nom : le fascisme. En politique c'est le régime du coup d'état, en économie le capitalisme de combat, en éducation l'élitisme forcené. Le libéralisme n'est pas à mes yeux d'une autre nature ; il atténue simplement la rigueur des «lois naturelles», il légitime ses acquis pour les protéger de brutales convoitises, il tend à conserver plutôt qu'à conquérir mais il ne répugne pas au fascisme pour endiguer ceux qui contrecarreraient son influence (de Somoza à Bokassa, la liste est longue des dictateurs soutenus par les «libéraux»).

Je pense que l'éducation n'a de raison d'être que si elle rejette la loi du plus fort (notamment la domination de l'adulte sur l'enfant) mais également le laisser-faire livrant l'individu à la jungle sociale où le plus faible doit se soumettre ou disparaître. Il faut bien voir que le refus doit viser également toutes les formes de la loi du plus fort, en y incluant cette variété qu'est la force du nombre. Les plus robustes, les plus violents, les mieux armés, les plus possédants, les plus intelligents n'ont aucun droit légitime à dominer les autres ; mais il ne suffit pas non plus d'être les plus nombreux pour pouvoir légitimement imposer ses normes et réprimer les différences, les rejeter dans le ghetto ou la marginalité.

L'éducation me semble un combat inlassable contre les pesanteurs de l'animalité, sous la forme brutale du fascisme mais également sous celle du mimétisme social, du conformisme bourgeois ou prolétarien. Voilà pourquoi nous contestons toute forme d'éducation qui, sous couvert de socialisation, renforce dès l'enfance la tendance mimétique à agir comme les autres, à se conformer aux mêmes normes, à rivaliser avec eux vers un même but, à être conditionné par les mêmes stimulations, jouet des mêmes modes. Voilà pourquoi nous critiquons ensuite l'organisation sociale qui, après avoir créé ces comportements mimétiques, va tout mettre en œuvre pour empêcher les désirs identiques de s'accomplir en même temps, soit par la sélection du mérite ou de la fortune, soit par la dissuasion (4), soit par la répression.

Voilà pourquoi nous recherchons non pas une éducation de l'égalitarisme mimétique mais de l'épanouissement maximum des diversités, le groupe social n'étant plus leur étouffoir mais assurant au contraire leur sauvegarde institutionnelle et leur résonance.

Ces problèmes nous avons commencé à les traiter dans le numéro spécial de *L'Éducateur* : «Perspectives de l'Éducation Populaire». J'aimerais que nous continuions à en discuter pour les approfondir.

M. BARRÉ

(4) Bison Futé me semble un exemple clair. Toutes les pressions sociales incitent le maximum de gens à partir se bronzer sur les mêmes lieux en même temps. Mais cela crée de telles situations qu'il faut essayer de canaliser par la persuasion d'abord et s'il le faut par la contrainte.